

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-politique-actuel-de-Lula-n-a-rien-change-selon-des-economistes>

La politique actuel de Lula, n'a rien changé ! selon des économistes.

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mercredi 1er décembre 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 24 novembre 2004, le Mouvement des sans-terre (MST) publiait dans son bulletin le second manifeste d'économistes brésiliens. Parmi eux, on retrouve Alfredo Saad Filho, Marcos Arruda, Theotonio dos Santos, Rosa Maria Marques, Ricardo Antunes, Plinio de Arruda Sampaio Jr., Joao Pedro Stedile (dirigeant du MST), Joao Machado (ancien dirigeant de Démocratie socialiste, membre du PSOL), Gunther Furtado, Cesar Benjamin... Nous avons publié le premier manifeste rendu public le 15 juin 2003 (voir sur ce site sous la rubrique Dossier, Brésil, le texte "200 économistes brésiliens prennent leurs distances avec Lula et ouvrent le débat").

L'actuel manifeste porte comme sous-titre : "Pour une politique économique en vue d'un projet national de développement ayant comme priorité la création d'emplois et la réduction des inégalités sociales". -Il indique quelques lignes de force élémentaires d'un programme de réforme. Que ce programme apparaisse comme une alternative à la politique du gouvernement Lula met en relief le contenu effectif - néo-libéral - de cette orientation, qui était déjà claire, comme nous l'avions indiqué, dès juin 2002 au plus tard. - cau

En juin 2003, un groupe qui réunissait plus de 300 économistes brésiliens, a rendu public un manifeste dans lequel ils sonnaient l'alarme face à l'aggravation de la crise sociale, qui ne cessait de s'approfondir, sous les effets des options du gouvernement Lula dont la politique macroéconomique s'inscrivait dans le sillage de celle du gouvernement antérieur [de Fernando Henrique Cardoso - FHC].

Nous indiquions comme alternative, à partir d'un consensus minimal, un programme en sept points qui définissait un engagement à adopter une politique de promotion du plein-emploi, dans un contexte de relance du développement et de réalisation de la démocratie sociale.

Plus d'une année s'est passée et un premier groupe d'environ 30 économistes signataires ou initiateurs de ce premier manifeste s'est réuni à nouveau pour établir un bilan de la situation économique en relation avec nos propositions et en regard des perspectives auxquelles la société brésilienne fait face. Notre conclusion - enrichie par les suggestions d'autres économistes qui signent le présent document - est que la situation sociale s'est aggravée d'une façon très claire et que le léger souffle de croissance que l'on peut remarquer cette année ne change en aucune mesure le caractère excluant et paupérisateur de la politique économique [du gouvernement].

Autrement dit, nous continuons dans une voie erronée ; mais il y a une alternative.

L'adoption par le gouvernement Lula de la même politique économique adoptée lors du second mandat présidentiel de FHC - et avec l'objectif de conforter le modèle économique inauguré sous Fernando Collor de Mello [\[1\]](#) - démontre que la volonté de changement, telle qu'elle avait été clairement exprimée par le peuple à l'occasion des élections de 2002, a été usurpée par le pouvoir économique lui-même qui désire maintenir à tout prix ses privilèges. Nous sommes convaincus que, face à l'approfondissement de la crise sociale, il n'y a aucun signal de changement de l'actuelle politique économique. Au contraire, le gouvernement tient à réaffirmer qu'il ne désire pas en changer. Dès lors, il relève de notre devoir de citoyen de continuer à dénoncer le fait que cette politique économique ne répond pas aux intérêts de la majorité de la population et ne fera qu'accroître les problèmes sociaux. La prétendue stabilisation macroéconomique, prenant appui sur des politiques monétaires et budgétaires restrictives, s'effectue au détriment de la stabilité sociale. Le taux de chômage et de sous-emploi dans les principales régions métropolitaines [Sao Paulo, Rio de Janeiro, etc.] atteint un quart de la population active ; ce qui constitue, de loin, la plus importante crise sociale de notre histoire, provoquant une escalade de la marginalisation sociale, de la criminalité et de l'insécurité.

La modeste croissance économique de cette année ne doit cacher à personne que :

- ▶ 1° la comparaison est établie par rapport à l'année 2003 quand le produit intérieur brut a décliné ;
- ▶ 2° la croissance observée se concentre dans les secteurs d'exportation et de production de biens de consommation durables ; pour ce qui relève des secteurs de production de biens de consommation courants, sur lesquels se répercute la consommation populaire, on constate une dynamique différente avec y compris une stagnation ou même un déclin dans certains segments [ce qui confirme la baisse du pouvoir d'achat des couches populaires] ;
- ▶ 3° la croissance réelle effective est dès lors trop basse pour avoir un effet quelconque significatif sur la création d'emplois ;
- ▶ 4° le revenu du travail a chuté pour la cinquième année consécutive ;
- ▶ 5° cette croissance ne réduit pas la vulnérabilité externe du pays qui, au contraire, ne cesse de s'aggraver étant donné le niveau élevé de la dette extérieure, le volume relativement bas des réserves en devises [dollars, euros], la dénationalisation croissante, y compris des infrastructures [par dénationalisation, on entend privatisation], et le recul du système national de recherche et innovation.

La politique économique du gouvernement Lula place la société brésilienne dans un piège qui fait que toute menace ou chantage, externe ou interne, suscite une réponse en termes de politique monétaire [taux d'intérêt élevés, etc.] et budgétaire restrictive qui aggrave à son tour la crise sociale. En plus de freiner l'économie, l'excédent budgétaire primaire [l'excédent avant le service de la dette], qui s'élève aujourd'hui à 4,5% du PIB [alors que le FMI exige, d'habitude, 3,24%], et les taux d'intérêt de base [escompte] - qui viennent d'être fixés à 17,25% - représentent une véritable machine de transfert des revenus des pauvres en direction des riches, dans la mesure où ils impliquent un accroissement de l'imposition indirecte sur les pauvres [les taxes et la TVA sur les biens de consommation servent à financer l'excédent budgétaire et donc à servir la dette], une augmentation des impôts directs sur les classes moyennes, tout ceci pour payer les intérêts de la dette publique aux riches [les fortunes brésiennes détiennent une part substantielle de la dette interne et externe].

La société brésilienne doit être rendue consciente que l'actuelle politique économique n'est pas apte à sortir de cette crise et, en vérité, elle ne fait que l'aggraver, de façon récurrente. En même temps, la société brésilienne doit également être consciente qu'il existe une alternative. C'est avec ce double but que nous divulguons ce nouveau Manifeste. Dès lors, nous proposons les mesures immédiates suivantes :

- ▶ 1° réduction drastique de l'actuel taux d'intérêt de base (Selic) qui sert à rémunérer les obligations d'Etat ; dès lors, le taux d'intérêt cesse d'être focalisé sur l'ajustement des comptes publics ;
- ▶ 2° délier le taux d'escompte (qui sert à rémunérer les prêts de la Banque centrale aux banques) du taux Selic, libérant ainsi la Banque centrale pour une utilisation plus active des taux d'escompte, des dépôts obligatoires [des banques auprès de la Banque centrale pour leurs prêts] et le recouvrement de l'IOF [impôt sur les opérations financières] comme forme de régulation sélective du crédit ;
- ▶ 3° établir des mécanismes de contrôle sur les entrées et les sorties de capitaux, en contrôlant les opérations en capital, avec l'objectif d'empêcher la sortie de devises en cas de baisse des taux d'intérêt [les hauts taux d'intérêt réels sont un facteur d'attraction de capitaux pour les capitalistes nationaux et internationaux, en cas de baisse la fuite des capitaux s'accélère] ;
- ▶

La politique actuel de Lula, n'a rien changé ! selon des économistes.

4° interrompre l'utilisation de ressources extérieures par le secteur public [freiner l'endettement], recomposer de façon permanente les réserves en devises du pays et établir des critères pour ce qui a trait au processus d'emprunt extérieur privé ;

- ▶ 5° promouvoir une réduction du "spread" [écart entre les taux d'intérêt fixés pour les pays développés et les pays considérés à risque] et ces coûts des services effectués par les banques privées en développant une politique agressive de mise en concurrence pour ce qui a trait à l'offre de crédit et aux services financiers assurés par les banques publiques ;
- ▶ 6° réaliser une réforme budgétaire qui priorise des investissements dans l'économie nationale et dans les programmes sociaux et qui intègre un système d'imposition progressif [impôts directs] capable d'accentuer la redistribution des revenus et, en conséquence, d'assurer une croissance soutenue de l'économie et de la création d'emplois ;
- ▶ 7° réaliser un audit financier et social de la dette extérieure afin de donner toute sa transparence et sa dimension de justice au processus d'endettement et pour faire du contrôle démocratique un élément effectif ;
- ▶ 8° administrer une politique du taux de change qui soit favorable aux exportations et stimule une substitution aux importations, et cela de façon compatible avec l'équilibre des flux de capitaux extérieurs ;
- ▶ 9° inverser le processus de dénationalisation des secteurs produisant des biens non commercialisables internationalement, de façon à réduire la rigidité des comptes extérieurs (ce qui implique d'arrêter le programme de "Parceria Publico Privado" - programme qui introduit mandat de gestion et sous-traitance pour le secteur public) ;
- ▶ 10° utiliser les ressources publiques, aujourd'hui stérilisées dans l'excédent budgétaire primaire, pour alimenter un programme de dépenses publiques afin d'améliorer et d'étendre les services de base tels que l'éducation, la santé, l'habitat populaire, et pour assurer des investissements d'infrastructure ainsi que d'appui significatif à l'agriculture familiale, à la réforme agraire et à l'économie solidaire.

C'est un programme qui cherche à s'attaquer aux racines de notre crise dans la perspective de réunir les facteurs permettant de la dépasser. En réalité, avec ce programme, nous ne proposons rien d'extraordinaire au plan politique. Avec le changement indiqué dans les politiques budgétaires et monétaires, on vise à augmenter de manière soutenue l'investissement et la création d'emplois. La logique de nos propositions prend appui sur la défense de priorités politiques qui se traduisent en termes de redistribution des revenus et de la richesse et de solution démocratique face aux graves problèmes auxquels s'affronte la majorité de notre peuple.

Du point de vue politique, il est très important que le peuple brésilien ait l'assurance du respect des droits garantis par la Constitution, cela afin de pouvoir décider par plébiscite ou consultation populaire sur toutes les questions qui affectent l'ensemble de la société, telles que les accords internationaux [signés par le Brésil] dans le cadre de l'Alca [Zone de libre-échange des Amériques], de l'OMC, telles que les accords entre le Mercosur et l'UE [voir sur ce site sous la rubrique Nouveau "Des accords avec l'UE qui sacrifient des millions d'emplois", 27 septembre 2004], ou encore les décisions concernant la libéralisation de l'utilisation des semences transgéniques [le gouvernement Lula a permis l'utilisation de semences génétiquement modifiées dans le secteur du soja].

Pour cette raison, nous adhérons aux initiatives prises par l'OAB (Ordre des avocats du Brésil), la CNBB (Conférence nationale des évêques du Brésil), le MST de commencer une campagne en faveur d'une réglementation du droit à l'exercice par le peuple des instruments de la démocratie directe (plébiscite, consultation populaire), parce que tout pouvoir doit venir du peuple.

La politique actuel de Lula, n'a rien changé ! selon des économistes.

Nous voulons que chaque citoyenne et citoyen brésilien puisse avoir, en perspective, un travail rémunéré, un accès démocratique à tous les niveaux d'éducation et aux soins de santé. Ce sont des droits de base républicains, de type citoyen. Nous n'acceptons pas comme un fait irréversible que, pour des milliers de jeunes qui vivent dans la périphérie des grandes villes, la perspective la plus attirante soit la survie grâce à la participation au trafic de drogue. Nous n'acceptons pas que le problème de la sécurité dans nos villes soit insoluble. Nous n'acceptons pas le transfert permanent de la richesse en faveur du secteur financier et pour la couche de rentiers. Nous ne voulons pas que les développements du pays soient déterminés par une conjoncture économique internationale volatile, que ce soit dans le cadre du système financier international ou que ce soit dans le cadre du système commercial mondial. Nous sommes convaincus que, par une nouvelle orientation économique, il deviendra possible de structurer un nouvel ordre social et d'établir une nouvelle trajectoire de développement.

La politique économique actuelle est cohérente avec le maintien des privilèges de la couche la plus riche de la population, des secteurs financiers et de ceux qui se dédient à l'exportation. Notre option de politique économique est différente. Elle s'insère dans un Projet national de développement visant à garantir les intérêts de ceux qui vivent de leur travail, c'est-à-dire de l'immense majorité du peuple brésilien.

Le peuple brésilien, plus d'une fois, a démontré, tout au cours de notre histoire politique, sa capacité de mobilisation et de lutte en faveur de changements, afin de répondre aux intérêts nationaux, démocratiques et populaires. Nous espérons que le peuple prenne conscience de la nécessité de se mobiliser, une fois de plus, pour lutter contre les politiques néolibérales et pour une construction d'un ordre social plus juste.

La politique est l'instrument le plus adéquat pour la transformation économique et sociale. Il est fondamental pour le progrès démocratique qu'il y ait une ample circulation des idées et que les médias jouent leur rôle sur le terrain de l'information, sans tomber dans la tentation totalitaire de la pensée unique. Quant à nous, nous continuerons à exercer notre devoir de critique et de propositions d'alternative.

Post-scriptum :

Notes :

[1] 1990-1992 ; Collor est destitué par l'Assemblée nationale et privé de ses droits civiques jusqu'en l'an 2000.